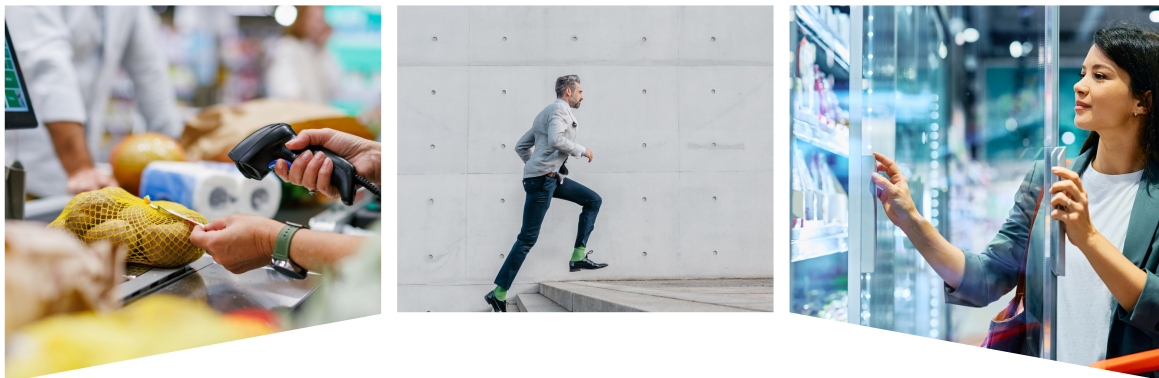




Concurrence, consommation et prix, Politique européenne, Accès aux marchés internationaux

La compétitivité nécessite à la fois ***les Bilatérales III et des réformes internes***

13.03.2026

D'un coup d'oeil

- De récentes études d'Ecoplan et de BAK Economics attestent l'effet positif des Bilatérales I sur la performance économique et la prospérité de la Suisse
- L'immigration profite non seulement aux immigrants, mais également à la population locale
- Mener des réformes en Suisse est important, il faut les mettre en chantier; mais elles ne constituent toutefois pas une alternative aux accords bilatéraux

La valeur économique des accords bilatéraux a été confirmée à plusieurs reprises par différentes études. Les résultats récemment actualisés d'Ecoplan et de BAK Economics soulignent à nouveau que les Bilatérales I ont un impact positif. Avec ces accords, la performance économique de la Suisse augmentera nettement davantage ces prochaines années que sans eux. L'effet est également positif par habitant, car les accords bilatéraux favorisent la création de valeur à long terme. Tout le monde n'est toutefois pas prêt à l'admettre: une nouvelle étude estime que les conséquences de la disparition des Bilatérales I pour la population résidente suisse seraient «pour ainsi dire négligeables». Les modélisations surestimenteraient nettement l'effet positif de ces accords pour la population locale. Cette critique ne tient pas.

L'immigration profite aussi à la population locale

La valeur des accords bilatéraux est positive et l'immigration de main-d'œuvre qualifiée dans le cadre de la libre circulation des personnes y contribue. Prétendre que seuls les immigrés eux-mêmes en profitent et que la population locale n'en retire rien, c'est négliger des points importants:

1. Les modélisations montrent un effet positif sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant, en tenant compte de la croissance démographique induite entre autres par l'immigration.
2. L'immigration via la libre circulation des personnes joue un rôle complémentaire; la main-d'œuvre étrangère ne supprime pas la main-d'œuvre suisse, elle la complète. Plusieurs rapports de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE le confirment.
3. En Suisse, la population active diminue, pendant que le nombre de retraités augmente fortement. Les immigrés financent une partie des dépenses supplémentaires qui découlent de cette situation. Une analyse précise des effets de répartition doit tenir compte du fait que la population suisse ferait face à des charges supérieures dans l'éventualité d'une immigration inférieure.

Indépendamment de cela, évaluer la valeur d'un travailleur sur la seule base de son revenu est insuffisant. Lorsqu'un boulanger vend un pain, il génère certes un revenu, mais l'acheteur en retire aussi un bénéfice, car sinon il n'aurait pas acheté de pain. De même, les immigrés qui travaillent dans un hôpital génèrent

des revenus, et les patients bénéficient de soins médicaux qu'ils n'auraient peut-être pas reçus dans d'autres circonstances. Dès lors, la population locale en retire également un bénéfice.

Réaliser des réformes en Suisse n'est pas une alternative aux Bilatérales

Dans leur rapport, les auteurs citent des mesures alternatives pour «renforcer nous-mêmes la compétitivité». Selon eux, l'impact économique des accords bilatéraux peut être compensé voire dépassé en menant, en Suisse, des réformes axées sur la croissance. Dans les faits, toute une série de propositions intéressantes relatives à des réformes à effectuer en Suisse pourraient accroître le PIB par habitant. *economiesuisse* soutient des demandes dans ce sens depuis des années. Pour renforcer la compétitivité de l'économie suisse, il serait ainsi judicieux d'alléger la réglementation et de réduire la bureaucratie, d'effectuer une réforme structurelle des assurances sociales, comme l'AVS, et de limiter la progression des dépenses publiques. Malheureusement, il manque jusqu'ici la volonté politique de s'attaquer enfin à ces réformes urgentes et nécessaires. Le monde politique crée sans cesse de nouvelles réglementations, approuve de nouvelles dépenses et, comme récemment, rabote un projet censé lutter contre la croissance des dépenses, au point qu'il fond comme la neige au soleil. Pour ce qui concerne l'AVS aussi, la volonté politique de procéder à des ajustements structurels est pour le moins limitée.

Toutes ces réformes nécessaires ne constituent toutefois pas une alternative aux Bilatérales. Des réformes de politique intérieure ne peuvent pas remplacer les Bilatérales. La Suisse a besoin des premières et des secondes: nous devons garantir la voie bilatérale et faire le ménage chez nous. Il ne s'agit pas de choisir entre deux possibilités, mais de saisir l'une et l'autre. C'est le seul moyen de renforcer la compétitivité de notre place économique.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch